

# Brexit : pourquoi les discussions piétinent

Les dissensions parmi les conservateurs retardent les négociations entre Londres et Bruxelles

LONDRES - correspondant  
BRUXELLES - bureau européen

U n cinquième round de négociations commence aujourd'hui, je suppose que vous le savez?», avance le correspondant bruxellois d'un quotidien britannique dans la salle de presse de la Commission européenne, lundi 9 octobre. Margaritis Schinas, le porte-parole en chef de l'institution, lui répond d'un sourire entendu. Il n'a évidemment pas oublié ce nouveau cycle de discussions sur le Brexit entre Londres et Bruxelles, et tient prêts ses éléments de langage. Mais le reste de la salle s'intéresse surtout à la crise catalane ou à la dernière apparition à l'Eurogroupe, le jour même, du ministre des finances allemand, Wolfgang Schäuble.

Et pour cause: côté européen, personne n'attend grand-chose de ces nouvelles réunions entre les équipes de Michel Barnier, le pilote des négociations pour l'Union européenne, et celles de son alter ego britannique, David Davis, qui n'a même pas fait le déplacement à Bruxelles pour l'occasion. En réalité, les conservateurs britanniques semblent bien trop occupés à négocier entre eux pour pouvoir se concentrer sur des discussions bruxelloises qui s'enlisent.

La première ministre britannique, Theresa May, a certes retrouvé sa voix: cinq jours après son calamiteux discours au congrès du Parti conservateur, où elle était secouée de quintes de toux, lundi, jour de rentrée parlementaire à Westminster, elle s'est dite convaincue, devant les députés, que les concessions faites dans son discours de Florence, le 22 septembre, ont créé une « nouvelle dynamique » à Bruxelles.

Elle a cédé un peu de terrain

aux députés partisans d'une rupture douce avec l'UE, en reconnaissant que Londres continuerait à reconnaître les décisions de la Cour de justice de l'Union pendant la transition de deux ans (2019-2021) souhaitée par le Royaume-Uni. Cette concession équivaut à une déclaration de guerre à son ministre des affaires étrangères, Boris Johnson.

## « Toute éventualité »

Mais pour calmer l'aile droite de son parti, M<sup>me</sup> May a relancé la menace de claquer la porte des négociations si un « bon accord » ne peut être obtenu avec les Vingt-Sept. Elle a fait publier lundi un document prévoyant

un « plan d'urgence » pour le rétablissement des contrôles douaniers en cas de rupture brutale avec l'UE. « Bien que je pense profondément qu'il est dans notre intérêt à tous de réussir ces négociations, a-t-elle ajouté, il est aussi de notre responsabilité en tant que gouvernement de nous préparer à toute éventualité. »

Jamais Londres n'a paru aussi isolé depuis le vote du Brexit, en juin 2016. Le gouvernement de M<sup>me</sup> May s'affronte chaque jour à propos des détails de cette « période de transition » dont l'UE n'a même pas encore accepté le principe. Lui-même tout aussi flou sur le Brexit, le leader travailliste Jeremy Corbyn a eu beau jeu, lundi, de dénoncer « un gouvernement qui a passé les quinze mois écoulés depuis le référendum à se chamailler ».

Les Européens avaient salué le discours de Florence, appréciant que M<sup>me</sup> May réclame une transition au-delà des discussions du Brexit (s'achevant en mars 2019), jugée raisonnable au vu de l'ampleur de la tâche. Mais les dissensions entre conservateurs ont repris de plus belle et les espoirs des Vingt-Sept d'accélérer le rythme des discussions ont été douchés.

Jean-Claude Piris, ancien direc-

teur juridique du Conseil européen, résume le sentiment sur le continent: « Que peut-on faire? On attend que les tories se mettent enfin d'accord. Il est plus que probable qu'ils n'ont jamais eu d'illusions sur les difficultés du Brexit. Mais ils l'ont défendu pendant la campagne référendaire en disant des mensonges et il est difficile pour eux d'avouer qu'il ne peut pas y avoir de Brexit favorable aux intérêts de leur pays et de leur peuple. »

Dès lors, la perspective d'un feu vert des Vingt-Sept, au conseil européen des 19 et 20 octobre, pour passer à la deuxième phase des discussions tant réclamée

par Londres, celle de la « relation future » avec l'Union, paraît de plus en plus hypothétique. Il faudrait « des miracles », a même lâché Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, fin septembre. Fort d'un mandat sans concession décidé en mars par les 27 capitales, Michel Barnier continue à exiger au préalable des « progrès suffisants » dans les discussions du divorce.

Les Européens estiment que Londres n'offre toujours pas assez de garanties aux citoyens de l'Union installés au Royaume-Uni: eux et leurs familles doivent pouvoir continuer à résider sans entraves dans le pays. Ils attendent aussi que Londres assume tous ses engagements dans le budget de l'Union avant de partir - Bruxelles avance une

**« Il est difficile pour les tories d'avouer qu'il ne peut y avoir de Brexit favorable à leur peuple »**

JEAN-CLAUDE PIRIS  
ex-directeur juridique  
du Conseil européen

facture non officielle comprise entre 60 et 100 milliards d'euros.

« Aucun dirigeant européen ne veut passer à la phase deux au conseil d'octobre, assure un diplomate européen de haut rang, car, à ce stade, les engagements britanniques sur le règlement fi-

nancier sont insuffisants. » Les informations des médias britanniques continuant d'insister régulièrement sur les divisions entre les Vingt-Sept seraient-elles dénuées de fondement?

Pas complètement. Si les dirigeants se rejoignent sur la nécessité du chèque britannique, il existe entre eux des « nuances », reconnaît une source bruxelloise, notamment sur la période de transition réclamée par Londres. Lors d'une réunion bruxelloise à vingt-sept, vendredi, certaines capitales ont insisté pour commencer à en parler tout de suite.

## « Maintenir la dynamique »

S'ils refusent pour l'instant cette souplesse dans les discussions que M<sup>me</sup> May réclame depuis des semaines, les Européens pour-

raient quand même envoyer un signal positif à l'occasion du conseil européen, afin de « maintenir la dynamique de la discussion », précise une source proche des négociations.

Et éviter d'affaiblir une première ministre ayant montré sa volonté d'avancer, et qui paraît, depuis Bruxelles, plus raisonnable que certains de ceux qui semblent rêver tout haut de la remplacer? « La Commission européenne pourrait suggérer de lancer des études exploratoires sur les relations futures possibles avec Londres afin que les Vingt-Sept soient prêts à négocier la phase deux dès que les Britanniques auront suffisamment progressé », ajoute cette source. ■

PHILIPPE BERNARD  
ET CÉCILE DUCOURTIEUX

## LE CONTEXTE

## CONDITIONS

La cinquième session des négociations entre le Royaume-Uni et

l'UE a commencé le 9 octobre. Les discussions continuent d'achopper sur les préalables fixés par l'Union avant d'entrer dans une deuxième phase de discussions: la situation des ressortissants européens dans le Royaume et des Britanniques

dans l'UE, la frontière entre Irlande et Irlande du Nord et, surtout, le montant de la facture du divorce. Bruxelles fixe entre 60 et 100 milliards d'euros le prix à payer par Londres pour respecter des engagements pris dans le cadre du budget actuel de l'Union.

A Londres, le chiffre de 30 milliards est plutôt avancé. Le Brexit doit intervenir en mars 2019, mais la première ministre, Theresa May, prévoit une phase de transition de deux ans après cette date.

## Theresa May survit dans un climat délétère

**OÙ LES EFFETS DÉLÉTÈRES** du Brexit sur la vie politique britannique s'arrêteront-ils? Theresa May, donnée politiquement moribonde par les médias au lendemain de son discours toussotant du congrès conservateur, semblait remise en selle, lundi 9 octobre, alors que débutait à Bruxelles la cinquième session des négociations sur la sortie de l'UE. Entre-temps, certains élus et responsables Tories avaient sonné la curée. Après avoir pleurniché sur la toux et autres malheurs vécus par M<sup>me</sup> May à la tribune de Manchester, ils ont spéculé sur sa durée de vie restante à Downing Street. Un jour? Une semaine? *«Se débarrasser d'elle, c'est comme aller chez le dentiste, a dit un ministre anonyme au tabloïd The Sun. Vous ne cessez de repousser le rendez-vous parce que c'est douloureux. Mais vous finissez quand même par y aller.»*

Puis il est apparu que les députés rebelles qui voulaient déboulonner M<sup>me</sup> May n'étaient ni assez nombreux, ni d'accord sur une solution de remplacement. Une fois de plus, l'offensive déclenchée par les déclarations assassines de Boris Johnson, le ministre des affaires étrangères, sem-

ble avoir fait long feu. Non sans provoquer de gros dégâts: un parti en lambeaux, une première ministre déstabilisée à un moment crucial des discussions avec les Vingt-Sept. Mais le jeu de massacre n'est pas terminé.

L'hallali sur la première ministre à peine calmé, la cible s'est déplacée sur les ministres qu'elle devait renvoyer. *«Boris Johnson!»,* réclamaient les pro-européens et certains proches de M<sup>me</sup> May, bien conscients du caractère dévastateur pour elle des interventions de son incontrôlable Foreign Secretary. *«Philip Hammond!»,* rétorquaient les amis de M. Johnson, qui voient dans le ministre des finances, proche des milieux d'affaires, un traître au Brexit sous prétexte qu'il veut conserver le maximum d'accès au marché unique européen.

### Le «ras-le-bol» de Boris Johnson

Dimanche, l'ambiance de cours de récré saignante a atteint un tel degré de violence que Boris Johnson a affirmé en avoir *«ras-le-bol»* de ses propres amis et s'est désolidarisé de leurs appels guerriers prétendument lancés à son profit.

Que M<sup>me</sup> May s'abstienne de faire sauter quelques têtes, et l'on y verra une preuve supplémentaire de sa faiblesse. Qu'elle décide un remaniement, et le gouvernement, déjà phagocyté par le Brexit, risque d'être déstabilisé davantage, et elle avec. Seul signe de réconfort pour une première ministre assiégée: près de 60% des Britanniques souhaitent qu'elle reste au pouvoir jusqu'à la fin des négociations sur le Brexit, en mars 2019, selon un sondage du *Telegraph*. Sans doute certains ont-ils conscience de la quasi-impossibilité de la tâche, a fortiori pour une dirigeante d'un parti écartelé sur l'Europe.

Sans doute sentent-ils que la chute de l'actuelle occupante de Downing Street aggraverait la crise et provoquerait les troisièmes élections législatives en trois ans. Au point où en est le paysage politique britannique, seule la flexibilité de l'UE dans les négociations sur le Brexit, en lui donnant une bouffée d'oxygène, peut encore sauver le soldat May. A moins que les Vingt-Sept préfèrent le leader travailliste, Jeremy Corbyn, pour interlocuteur. ■

PH. B. (LONDRES, CORRESPONDANT)